



Chasse-sur-Rhône,  
Le 6 mars 2024.

# PROCES VERBAL

## CONSEIL MUNICIPAL

### DU LUNDI 12 FÉVRIER 2024 À 18H30

#### salle Jean MARION

Élus :	29	<b>L'an deux mille vingt-quatre, le douze février</b> , le Conseil Municipal de la Commune de CHASSE-SUR-RHONE dûment convoqué le cinq février deux mille vingt-quatre, s'est réuni à 18h30 en session ordinaire, salle Jean Marion, sous la présidence de Christophe BOUVIER, Maire.
Présents :	22	
Absents :	2	
Pouvoirs :	5	
Votants :	27	
Présents :		Mmes, MM. BOUVIER, LO CURTO, COMBIER, MARTIN, DEGLISE, RENAUD, BOUCHAMA, GACEM, BALSAMO, COMBALUZIER, PROIA, LOPEZ, SAUVAGE, JEAN, DOUKKALI, RANDON-BERNET, GANDINI, CHARLEMAGNE, DANIELE, ESTATOF, BRUMANA, CULIBRK.
Absents :		MM. CRASSARD, GUILLET.
Excusés ayant laissé procurations :		M. BORG à Mme GACEM, M. BELLABES à M. PROIA, Mme FRECHOSO à Mme LO CURTO, Mme KADRI à M. COMBIER, Mme DUMAS à M. CHARLEMAGNE.
Secrétaire de séance :		M. BOUCHAMA

En ouverture de séance, Monsieur le Maire indique avoir reçu la démission de Madame Carla GALLEGRO, refusant de siéger au Conseil Municipal pour la liste « Agir Ensemble pour Chasse ». Son remplaçant, Monsieur Alain CRASSARD en 21<sup>e</sup> position sur cette liste, a été appelé à siéger. Il est toutefois absent de la séance.

#### Désignation du secrétaire de séance

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du Code Général des collectivités territoriales, les membres du Conseil Municipal doivent désigner parmi leurs membres un secrétaire de séance.

Salah BOUCHAMA est désigné secrétaire de séance avec 21 voix contre 6 pour Muriel DANIELE.

Approbation du PV du 18 décembre 2023 :

Muriel DANIELE indique que son groupe s'était abstenu sur le vote du PV du 6 novembre 2023 alors qu'il est écrit adopté à l'unanimité. Monsieur le Maire rappelle que le vote à l'unanimité s'entend des suffrages exprimés, l'abstention n'étant pas un suffrage exprimé.

Le PV du 18 décembre 2023 est adopté à l'unanimité.

Rendu-compte sur les décisions prises par délégation du Conseil Municipal à Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-22 du C.G.C.T.

N° décision	Objet de la décision	Montant / explication
2024/01 1 <sup>er</sup> février	Actualisation de tarifs municipaux – transport scolaire réédition carte de transport perdue	5€ par carte perdue rééditée

### **1°) FINANCES – Présentation : C. BALSAMO**

#### **Reprise anticipée des résultats 2023 au budget primitif 2024**

L'article L.2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les résultats de l'exécution budgétaire sont affectés par le Conseil Municipal après constatation des résultats définitifs lors du vote du compte administratif. Toutefois, s'il est possible d'estimer les résultats avant adoption du compte administratif et du compte de gestion, le Conseil Municipal peut, au titre de l'exercice clos et avant adoption du compte administratif, procéder à la reprise anticipée de ces résultats. La reprise est justifiée par le calcul du résultat prévisionnel accompagnée d'une balance et d'un tableau des résultats d'exécution du budget, ainsi que par l'état des restes à réaliser au 31 décembre. Les résultats de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section investissement, ainsi que la prévision d'affectation sont alors inscrits par anticipation au budget primitif de la commune. Les restes à réaliser sont également repris par anticipation.

Si le compte administratif venait à faire apparaître une différence avec les montants reportés par anticipation, le Conseil Municipal devrait procéder à leur régularisation et à la reprise des écarts dans la plus proche décision budgétaire suivant le compte administratif et en tout état de cause avant la fin de l'exercice 2024.

Il est proposé au Conseil Municipal de reprendre par anticipation les résultats 2023 et de procéder à leurs affectations.

Fernand LOPEZ rejoint l'assemblée à 18h45 et prend part au vote sur la reprise anticipée des résultats 2023.

Délibération adoptée :

Le Conseil Municipal,



Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2311-5 et R.2311-11 ;

Vu l'avis de la commission finances du 29 janvier 2024 ;

Considérant que le résultat d'exploitation cumulé tel qu'il ressort à la clôture de l'exercice 2023 est excédentaire de 911 026,67 €.

Considérant qu'il convient d'affecter ce résultat de manière obligatoire au financement des charges d'investissement pour un montant de 269 034,53 € (article 1068), le solde de 641 992,14 € étant reporté sur la section de fonctionnement au compte 002.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés, décide :

- **DE REPRENDRE** par anticipation les résultats de l'exercice 2023 au budget primitif 2024,
- **D'AFFECTER** comme suit les résultats constatés sur les différentes sections budgétaires.

**fonctionnement**

dépenses 2023:	8 882 671,70 €
déficit antérieur reporté (002)	- €
recettes 2023:	9 297 556,35 €
excédent antérieur reporté (002)	496 142,02 €

**investissement**

dépenses 2023:	1 724 727,62 €
déficit reporté (001)	497 086,84 €
recettes 2023:	1 992 055,56 €
excédent antérieur reporté (001)	- €

**Reports investissement**

dépenses	197 077,27 €
recettes	157 801,64 €

Résultat cumulé affectable	911 026,67 €
Besoin de financement de la section d'inv avec reports	269 034,53 €

**Affectation proposée au BP 2024:**

déficit d'inv reporté (001)	229 758,90 €
excédent inv reporté (001)	- €
excédent de fonct capitalisé (1068)	269 034,53 €
excédent de fonct reporté (002)	641 992,14 €
déficit fonctionnement reporté (002)	- €

**2°) FINANCES – Présentation : C. BOUVIER**

**Budget communal – vote du budget primitif 2024**

Le projet de Budget Primitif 2024 fait suite au Débat d'Orientation Budgétaire qui s'est tenu lors de la réunion du conseil municipal du 18 décembre 2023. Il a été soumis à l'examen préalable de la commission des finances réunie le 29 janvier 2024.

Il est précisé que ce budget fait l'objet d'une reprise anticipée des résultats 2023.

Ce projet de budget s'établit selon la nouvelle nomenclature budgétaire et comptable M57 et s'équilibre comme suit :

<b>Dépenses de fonctionnement</b>	<b>9 659 592.00 €</b>
011-charges à caractère général	2 912 100.00 €
012-charges de personnel et frais assimilés	4 270 430.00 €
65-autres charges de gestion courante	1 208 100.00 €
66-charges financières	141 200.00 €
67-charges spécifiques	5 000.00 €
014-atténuation de produits	85 500.00 €
023-virement à la section d'investissement	319 262.00 €
042-opérations d'ordre de transfert entre sections	718 000.00 €

<b>Recettes de fonctionnement</b>	<b>9 659 592.00 €</b>
70-produits des services, du domaine et ventes diverses	746 500.00 €
73-impôts et taxes (reversés)	3 325 139.00 €
731- Fiscalité locale	3 797 000.00 €
74-dotations, subventions et participations	965 500.00 €
75-autres produits de gestion courante	85 560.86 €
77-produits spécifiques	1 000.00 €
013-atténuation de charges	93 900.00 €
042-opérations d'ordre de transfert entre sections	3000.00 €
002 – Résultat reporté	641 992.14 €

<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>3 358 836.17 €</b>
10- Dotations	2 000.00 €
16-emprunts et dettes assimilées	700 000.00 €
20-immobilisations incorporelles	5 000.00 €
204-subventions d'équipement versées	193 000.00 €
21-immobilisations corporelles	15 000.00 €
23-immobilisations en cours	200 000.00 €
Op. 11 – Extension du parking de la Gare	21 131.90 €
Op. 16 – Création place centre bourg	165 614.28 €
Op. 33 – Matériel informatique	25 960.00 €
Op. 35 – Matériel services techniques	10 000.00 €
Op. 36 – Sécurité bâtiments communaux	25 000.00 €
Op. 38 – Aménagement des bâtiments communaux	373 919.42 €
Op. 40 – Aménagement des bâtiments scolaires	410 000.00 €
Op. 45 – Aménagements paysagers et plantations	25 000.00 €
Op. 46 – Aires de jeux	150 000.00 €
Op. 48 - Mobilier	52 243.10 €
Op. 49 – Aménagement école Pierre Bouchard	170 000.00 €
Op. 50 - Cimetière	30 000.00 €
Op. 51 – Véhicules services techniques	60 000.00 €
Op. 52 – Aménagements urbains, espaces publics et voirie	156 055.57 €



Op. 55 - Vidéoprotection	315 000.00 €
Op. 56 - Microfolie /saison culturelle	10 000.00 €
040 - opérations d'ordre entre sections	3 000.00 €
001 - Solde d'exécution reporté	229 758.90 €

<b>Recettes d'investissement</b>	<b>3 358 836.17 €</b>
10 - Dotations, fonds divers et réserves	494 034.53 €
13 - Subventions	282 539.64 €
16 - Emprunts et dettes assimilées	1 200 000 €
Restes à réaliser	100 000 €
024 - produits de cessions	250 000.00 €
021- virement de la section de fonctionnement	319 262.00 €
040 - opérations d'ordre entre sections	713 000.00 €

Monsieur le Maire indique présenter à nouveau cette année un budget équilibré, réduisant l'endettement de commune tout en investissant pour l'avenir des Chassères. Il reprend et décline de manière comptable les éléments déjà évoqués lors du débat d'orientations budgétaires.

Ce budget maintient le Bouclier Tarifaire Chassère. La commune n'augmentera pas les tarifs des transports scolaires, de la restauration ou encore du périscolaire pour protéger le pouvoir d'achat des familles.

Des investissements majeurs se poursuivent ou démarreront en 2024, avec notamment la suite du plan de déploiement de la vidéoprotection, de nouvelles aires de jeux ludiques et sportives ou encore des travaux de réfection de grande ampleur des voies et équipements publics.

Muriel DANIELE questionne Monsieur le Maire sur le budget de l'énergie. Monsieur le Maire indique que des économies sont attendues avec le plan de sobriété engagé et l'amortisseur électricité.

Muriel DANIELE demande quel foncier est prévu en produit de cession et si une décision modificative ne sera pas nécessaire en cours d'année sur le budget du personnel. Monsieur le Maire indique qu'il s'agit d'une prévision sur plusieurs possibilités de cessions et que le budget du personnel est correctement estimé. Il rappelle qu'une décision modificative a été votée en 2023 mais pour intégrer de nouvelles subventions obtenues et réaffecter quelques crédits mineurs tout en améliorant l'autofinancement prévisionnel. Cela pourra le cas échéant se refaire en 2024 afin de réduire l'emprunt inscrit pour l'équilibre de la section d'investissement.

Muriel DANIELE trouve que le budget 2023 était surestimé et que celui de 2024 n'inspire pas confiance en indiquant qu'elle votera donc contre.

Monsieur le Maire lui indique que les crédits non utilisés ne disparaissent pas et que 600 k€ d'excédent reporté sur un budget de 13 M€ ne sont pas si importants.

### Délibération adoptée :

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-4, L.2312-1 et L.2312-2,

Vu la délibération du 10 juillet 2023 par laquelle la commune a adopté la nomenclature budgétaire et comptable M57 développée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024,

Vu la délibération du 18 décembre 2023 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier à l'occasion du passage à la nomenclature M57 développée,

Vu le débat d'orientation budgétaire du 18 décembre 2023 ;

Vu l'avis de la Commission finances du 29 janvier 2024 ;

Après en avoir délibéré, à la majorité des suffrages exprimés (6 contre, 21 pour) :

- **APPROUVE** le budget primitif communal pour l'année 2024 tel que proposé.

Celui-ci s'équilibre à 9 659 592 € en section de fonctionnement et 3 358 836.17 € en section d'investissement.

Ce budget présenté par nature est voté par chapitre en section de fonctionnement, par chapitre et opération en section d'investissement.

Monsieur le Maire ou son représentant délégué sont autorisés à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.

### **3°) FINANCES – Présentation : C. BOUVIER** **Fixation taux d'imposition 2024**

Comme chaque année, Monsieur le Maire informe l'assemblée que le Conseil Municipal est amené à voter les taux relatifs à la fiscalité directe locale.

Le projet de Budget Primitif 2024 est impacté sur sa section de fonctionnement par des charges réhaussées par l'inflation subie en 2002 et 2023, ainsi que l'application de décisions nationales non compensées par l'Etat.

La taxe d'habitation sur les résidences principales a été intégralement supprimée en 2023. Ne reste que celle sur les résidences secondaires.

Il convient toutefois de garder une capacité d'autofinancement suffisante des futurs investissements nécessaires pour la commune. Les taux d'imposition sont restés inchangés pendant 10 ans à Chasse-sur-Rhône, de 2013 à 2023, et sont très inférieurs à la moyenne des communes de sa strate.

Compte-tenu des efforts de maîtrise du budget et des recherches d'économies effectuées, Monsieur le Maire propose de limiter à 1 point la revalorisation du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties.



Muriel DANIELE ne comprend pas pourquoi les impôts avaient augmenté l'an dernier et augmentent d'un point cette année 2024. Elle indique que l'augmentation est bien plus importante en pourcentage.

Monsieur le Maire répond que les pourcentages ne s'additionnent pas en mathématiques. Il rappelle aussi que la forte inflation connue pénalise la commune dont l'attribution de compensation de la taxe professionnelle n'est pas revalorisée et se dévalue donc en euros constants.

Délibération adoptée :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général des Impôts et notamment son article 1636 B sexies, I-1-a et b ;

Vu le rapport d'orientation budgétaire du 18 décembre 2023 ;

Vu l'avis de la commission finances du 29 janvier 2024 ;

Vu le projet de budget primitif 2024,

Considérant qu'il convient de se prononcer sur les taux d'imposition 2024,

Considérant que les taux d'imposition n'ont pas été revalorisés pendant 10 ans entre 2013 et 2023 à Chasse-sur-Rhône et sont très inférieurs à la moyenne des communes de sa strate,

Considérant la suppression nationale de la taxe d'habitation sur les résidences principales en 2023,

Considérant l'inflation subie en 2022 et 2023, l'application des décisions de l'Etat impactant le budget de fonctionnement et la nécessité de garder une capacité d'autofinancement suffisante de futurs investissements,

Considérant les règles de liens entre les taux et la proposition de limiter à 1 point la revalorisation du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties,

Après en avoir délibéré, à la majorité des suffrages exprimés (6 contre, 21 pour) :

- **DECIDE** de fixer les taux d'imposition 2024 comme suit :

- Taxe foncière sur les propriétés bâties : 35,13 %
- Taxe foncière sur les propriétés non-bâties : 78,61 %
- Taxe d'habitation sur les résidences secondaires : 13,65 %

**4°) ASSOCIATIONS – Présentation : C. DEGLISE**

**Avenant 1 à la convention d'objectifs et de moyens avec le Centre Social - poste de direction**

La Commune de Chasse-sur-Rhône entretient des relations étroites avec les associations, acteurs incontournables de l'action publique sur le territoire.

La loi du 12 avril 2000 a clarifié et sécurisé le cadre juridique régissant les subventions versées par les pouvoirs publics aux associations. Un décret du 6 juin 2001 précise que les collectivités doivent conclure une convention avec les associations dont le montant annuel de subvention dépasse la somme de 23 000 euros.

Par délibération du 4 avril 2022, le Conseil Municipal a ainsi approuvé la nouvelle convention d'objectifs et de moyens conclue avec l'association du Centre Social pour une période de trois ans jusqu'en avril 2025.

Le poste de direction du Centre Social faisait en outre l'objet d'une mise à disposition d'un agent communal à temps plein dont le terme était fixé au 1er novembre 2022. Compte-tenu de l'absence de demande de renouvellement, un arrêté a mis fin à celle-ci le 10 octobre 2023. L'agent concerné a par ailleurs fait l'objet d'une mesure conservatoire de suspension dans le cadre d'une procédure disciplinaire en cours.

Par courrier du 17 janvier 2024, La Caisse d'Allocations Familiales a demandé à la présidence de l'association de procéder au recrutement d'un nouveau poste de direction qualifié pour le 9 mars 2024. Ce recrutement devra nécessairement associer le référent de territoire CAF pour analyse des candidatures et choix du candidat retenu, de même que la commune de Chasse-sur-Rhône au titre de la convention d'objectifs et de moyens signée.

Il est ainsi proposé d'établir un avenant à la convention existante afin d'apporter une aide financière exceptionnelle au Centre Social pour ce recrutement dont le coût peut être estimé à un montant plafond annuel de 48 961.80 € pour un cadre A.

Monsieur le Maire indique qu'il s'agit d'une aide exceptionnelle au Centre Social pour une nouvelle direction réclamée par la CAF. Ce soutien est important pour retrouver un travail dans la sérénité.

Laurence BRUMANA indique qu'elle est pour cette délibération et ne peut que soutenir le Centre Social. Elle regrette que la CAF n'accepte pas que la directrice administrative puisse assumer la direction globale du Centre Social.

#### Délibération adoptée :

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2121-29 et L1611-4 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;

Vu la délibération du 4 avril 2022 approuvant la convention d'objectifs et de moyens avec le Centre Social ;

Vu la volonté municipale d'accompagner le Centre Social dans le cadre d'une procédure de recrutement d'un nouveau poste de direction.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés :

- **APPROUVE** l'avenant n°1 à la convention d'objectifs et de moyens signée le 12 avril 2022 pour 3 ans.



- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cet avenant et l'ensemble des documents administratifs et comptables s'y rapportant.

#### **5°) URBANISME – Présentation : A. GACEM**

#### **CONVENTION CHAPEAU - OPERATION DE REVITALISATION DU TERRITOIRE pour Vienne Condrieu Agglomération et les communes de Vienne et Chasse-sur-Rhône**

Créée par la loi ELAN du 23 novembre 2018, l'Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) est un outil à disposition des collectivités locales pour coordonner et mettre en œuvre un projet de territoire dans les domaines urbains, économiques et sociaux, pour lutter contre la dévitalisation des centres-villes.

Cet outil a pour objectifs de moderniser le parc de logements et de locaux commerciaux ou artisanaux, ainsi que le tissu urbain des centres villes et centres bourgs des territoires signataires. Il doit permettre de lutter contre la vacance et l'habitat indigne, de réhabiliter l'immobilier et les friches mais également de valoriser les espaces publics et le patrimoine bâti.

Cette ORT, son périmètre et son contenu ont déjà été approuvés par le Conseil Municipal de Chasse-sur-Rhône par délibération du 19 décembre 2022.

A la demande de l'Etat, une convention dite « chapeau » doit légalement reprendre les deux conventions « Action Cœur de Ville » et « Petite Ville de Demain » de Vienne et Chasse-sur-Rhône et acter la constitution d'un périmètre ORT à l'échelle Vienne Condrieu Agglomération, composé des deux périmètres ORT déjà constitués.

Cette convention chapeau concerne le projet de territoire à l'échelle de l'intercommunalité, tandis que les conventions ACV et PVD s'attachent aux projets des communes, dans lesquelles s'inscrivent les secteurs d'intervention opérationnels.

Vienne Condrieu Agglomération a souhaité accompagner les deux communes au titre de ses compétences, les orientations retenues s'inscrivant pleinement dans sa stratégie territoriale.

L'entrée en vigueur de la convention cadre ORT est effective à sa date de signature et jusqu'en mars 2026.

Au terme de la convention, un bilan sera conduit pour en évaluer les résultats et les impacts.

Elle pourra être modifiée par avenant d'un commun accord entre toutes les parties signataires et après avis du comité de projet.

La présente convention permet l'intégration éventuelle d'autres communes au sein de son dispositif.

#### Délibération adoptée :

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-29,

VU la Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN),

VU la Loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et la simplification dite loi 3DS,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 19 avril 2021 approuvant la convention « Petites Villes de Demain »,

Vu la convention d'adhésion « Petites Villes de Demain » en date du 19 mai 2021,

Vu la délibération approuvant la convention cadre PVD, le périmètre et le contenu de l'Opération de Revitalisation Territoriale du 19 décembre 2022,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés :

- **APPROUVE** la convention chapeau OPERATION DE REVITALISATION DU TERRITOIRE pour Vienne Condrieu Agglomération et les communes de Vienne et Chasse-sur-Rhône en vigueur jusqu'en mars 2026.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cette convention, effectuer les démarches et signer tous documents afférents à la présente délibération et son exécution.

#### **6°) URBANISME – Présentation : A. GACEM**

##### **Nouvelle dénomination de rue – Lotissement le jardin des Ruches**

Madame GACEM, adjointe à l'urbanisme, rappelle à l'assemblée qu'un permis d'aménager a été accordé en date du 22 mars 2021 pour la construction d'un lotissement de 8 logements au bénéfice de la SAS HOFICRI GROUPE CRINER, route de Vienne.

Le projet est situé au niveau du 279 route de Vienne. Pour faciliter la gestion de la voirie nouvellement créée et permettre un adressage différencié utile aux divers opérateurs, il est suggéré d'attribuer une dénomination en rapport avec le nom du lotissement, à savoir le Jardin des Ruches.

La commune a souhaité que les colotis puissent présenter plusieurs propositions pour dénommer cette voie. L'une d'entre elles a été retenue. Il est donc proposé de la nommer : **Allée des Ruches**.

#### **Délibération adoptée :**

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-29,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des suffrages exprimés :

- **APPROUVE** la dénomination de rue : « allée des Ruches », telle que proposée.

- **DONNE** tous pouvoirs à son Maire pour l'application de cette délibération.



## **7°) EDUCATION – Présentation : C. MARTIN**

### **Convention avec l'Etat - Projet « Notre école, faisons là ensemble » (école du Château)**

Madame MARTIN, adjointe, expose à l'assemblée la démarche « Notre école, faisons là ensemble » lancée dans le cadre du Conseil National de Refondation (CNR).

Une vaste concertation a été ouverte sur tout le territoire français, associant les équipes pédagogiques dans les écoles, collèges et lycées volontaires mais aussi les familles, élèves et élus locaux, représentants d'associations, acteurs du tissu associatif avec, pour perspective, la liberté d'innovation des équipes portées par une dynamique collective.

Les écoles et établissements qui le souhaitent peuvent aller au-delà de la concertation et élaborer ou adapter, de manière consensuelle, un projet pédagogique ayant vocation à nourrir leur projet d'école ou d'établissement.

L'école maternelle du Château a ainsi présenté un projet pédagogique s'inscrivant dans cette démarche et visant à faire découvrir des espaces (forêt, musée, musée virtuel) et des supports (albums, peintures, photos...) autour de la nature, en vue d'enrichir le langage oral, le geste graphique et apaiser le climat scolaire.

Le budget prévisionnel de ce projet s'élève à 43 574.84 € et se répartit sur 3 années de la manière suivante :

Année 1 : 18 023.68 €

Année 2 : 13 240.08 €

Année 3 : 12 311.08 €

Le projet sera subventionné en totalité par l'Etat dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique.

Il est donc proposé de signer une convention ayant pour objet d'organiser les modalités du soutien financier entre l'Etat, gestionnaire du fonds, et de la collectivité en charge des dépenses de fonctionnement afférentes au projet pédagogique de l'école maternelle du Château (fournitures, intervenants, matériel et transport).

#### Délibération adoptée :

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-29,

Vu le projet de convention y afférent,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés :

- **APPROUVE** la convention de financement avec l'Education Nationale dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique et la démarche « Notre école, faisons là ensemble » pour le projet porté par l'école maternelle du Château.

- **DIT** que celle-ci prendra effet à la date de sa signature pour une durée de 3 ans.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer cette convention, ainsi que l'ensemble des pièces administratives et comptables se rapportant à la mise en œuvre de ce projet.

## **8°) ENVIRONNEMENT – Présentation : G. SAUVAGE**

### **Plan de lutte contre les moustiques – Acquisition de pièges et subvention à destination des Chassères pour l'acquisition de dispositifs de lutte contre le moustique tigre 2024**

Dans le cadre du plan de lutte contre la propagation du moustique tigre, la ville de Chasse-sur-Rhône se veut proactive et incite les habitants à s'engager dans une démarche conjointe de lutte contre ces nuisibles.

Le plan d'actions de la ville lancé depuis 2021 se poursuivra avec :

- Une enveloppe globale de 3 000 € pour l'année 2024 pour financer l'achat de pièges à moustiques par les Chassères.
- Une campagne de sensibilisation aux bons gestes via les canaux de communication de la mairie
- La maintenance des appareils de type Qista déployés en 2021 et 2022 à proximité du centre social des Barbières, du Gymnase Jean Marion et des écoles des Barbières, Pierre Bouchard, des Georgelières et du Château.

La ville propose de financer 50 % du prix d'achat de piège à moustiques dans la limite de 30 € par foyer, le coût restant étant à la charge des particuliers. La subvention ne pourra être versée qu'une fois par foyer. L'enveloppe 2024 s'élève à 3 000 euros, cela représente 100 subventions. La Ville conseille l'achat de piège type pondoir ou équivalent qui stoppe la future génération de moustiques tigres en attirant les femelles moustiques tigres adultes qui veulent pondre. Le piège les capture grâce à une surface adhésive. Toutefois, il est important de savoir que la lutte contre les moustiques est l'affaire de tous et que ce plan de lutte mis en place par la Mairie n'est qu'une partie du combat contre cette espèce invasive.

Conditions pour prétendre à cette aide :

- Être habitant de Chasse-sur-Rhône.
- Récupérer un dossier de demande de subvention auprès de l'accueil de la mairie (Place Jean Jaurès) ou sur le site internet de la ville. Le remplir et le ramener complété à l'accueil de la mairie (Place Jean Jaurès).
- La facture d'achat, un justificatif de domicile et un RIB seront demandés en complément du formulaire de demande de subvention. Tout dossier incomplet ne sera pas traité.

Délibération adoptée :

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-29,



Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés :

- **APPROUVE** la mise en œuvre de cette subvention à destination des Chassères selon les modalités détaillées en annexe.
- **DIT** que la dépense afférente sera inscrite à l'article 65748 du budget 2024 de la commune.

### **9°) VOEU – Présentation : G. SAUVAGE**

#### **Vœu en soutien aux agriculteurs**

Ce début d'année est marqué par la colère du monde de l'agriculture, déterminé à faire entendre sa voix sur une situation qui condamne les agriculteurs à subir un modèle devenu inadapté aux défis sociaux et écologiques de notre époque.

En effet, la souffrance exprimée à travers tout le pays est le fruit de nombreuses années de dérégulation, de marges abusives pratiquées par la grande distribution, l'industrie de la transformation, ou encore d'une concurrence déloyale au sein même de l'Union européenne.

Un contexte qui démontre à quel point l'agriculture ne peut prospérer sur un paradigme libéral qui essore les petits producteurs et laisse libre cours à la spéculation et la financiarisation des ressources vitales.

Il est nécessaire de mettre un terme à cette logique et de rappeler que les agriculteurs sont les garants de notre souveraineté alimentaire, les premiers maillons de l'excellence culinaire française et les artisans de notre indépendance.

Nous ne pouvons que les soutenir dans leur mobilisation qui consiste à défendre leurs droits à nourrir, mais aussi à préserver la qualité de nos produits. Il est essentiel de garantir aux agriculteurs, comme à toute activité professionnelle, que le travail paye, et que leurs revenus soient enfin à la hauteur de leurs investissements humains et leur passion pour la terre.

Les agriculteurs sont les premières victimes d'un système aliénant depuis 70 ans. Les réformes doivent donc être systémiques et profondes, pour que l'émancipation de nos paysans soit concomitante à l'impérieuse transition écologique.

On ne saurait opposer celle-ci à la production agricole. Ainsi, il est impératif de concilier la réduction des pesticides, l'implantation de haies, le maintien des jachères et des zones humides, à un accompagnement du monde agricole par une réorientation radicale de la Politique Agricole Commune.

La transition vers une agriculture soutenable, en contradiction avec les accords successifs de libre-échange, doit faire l'objet d'une intervention des pouvoirs publics sur le plan fiscal avec un traitement adapté aux difficultés des agriculteurs, et une simplification administrative par guichets uniques ou localisation des interlocuteurs institutionnels, pour les épauler dans la nécessaire application des normes sanitaires protégeant la population.

Nous réaffirmons donc par ce vœu, notre pleine solidarité envers les agriculteurs et exigeons une réaction du Gouvernement pour la refonte du système agricole français dans sa globalité, pour permettre aux agriculteurs de vivre dignement de leur travail, dans le respect des exigences environnementales actuelles.

Délibération adoptée :

Le Conseil Municipal de Chasse-sur-Rhône,

Vu les articles L 2121-29 et L 2541-16 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant l'attachement des élus chassères à une agriculture soutenable, de qualité et rémunératrice de nos producteurs,

Après en avoir débattu, à l'unanimité des présents :

**INVITE** les autorités compétentes :

- à initier une réforme sociale et fiscale de grande ampleur pour assurer un meilleur accompagnement de tous les agriculteurs ;
- à préserver le modèle agricole français contre la concurrence européenne et internationale déloyale ;
- à agir de manière active pour garantir un revenu et des conditions de travail décentes aux agriculteurs.

Une copie de ce vœu sera transmise à Monsieur le Premier Ministre, au Ministre de l'Agriculture, aux Députés ainsi qu'aux Sénateurs de l'Isère.

-----

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire souhaite faire un point sur l'école. Il a pu s'entretenir avec le Directeur Académique pour demander que la fermeture de classe décidée par l'Inspection se fasse dans l'école du Château compte-tenu des logements actuellement vides plutôt qu'aux Georgelières. Cette demande a été acceptée et permettra d'avoir un équilibre dans les écoles, la moyenne par classe restant acceptable au Château.

Monsieur le Maire effectue ensuite un point d'actualité sur les PFAS. Nous avons eu un retour du Collectif OZON L'EAU SAIN, sur les jardins familiaux des Barbières, avec un taux élevé qui s'élève autour de 600 Ng/Litre. Nous travaillons avec les acteurs de la santé et les élus du territoire pour trouver des solutions collectives.

Ces résultats restent à relativiser puisqu'ils ne se confirment pas forcément dans les analyses effectuées sur les fruits et légumes cultivés.

Dès que nous avons appris l'existence de ces analyses, nous avons alerté par un courrier les services de l'ARS et de la DREAL pour demander la poursuite des analyses dans les jardins familiaux. Notre initiative a été suivie par une autre demande de la part des parlementaires et la situation a été exposée lors du comité des jardiniers la semaine dernière.

Vous pouvez retrouver et suivre toute cette actualité sur le site internet de la ville.



Monsieur le Maire fait enfin un point sur la situation de l'ADPAH. Nous avons été sollicités par l'association d'Aide à Domicile aux Personnes Agées et Handicapées qui alerte sur leur situation financière critique et l'absence d'aide de la part du Département qui pourrait provoquer la fermeture de la structure.

Cette association dont les compétences sont reconnues a une convention avec notre ville et intervient régulièrement auprès d'une vingtaine de Chassères chaque année.

C'est pourquoi nous relaierons leur demande d'aide au Département et aux conseillers départementaux de notre territoire afin qu'ils agissent et fassent perdurer le service de l'association auprès des personnes âgées et handicapées à Chasse-sur-Rhône notamment.

Monsieur le Maire fait part du calendrier des événements à venir. Il évoque notamment les dates suivantes :

- 13 février : Carnaval
- 17 février : Matinée de l'école de Rugby
- 27 février : Conseil d'administration du CCAS
- 3 mars : Matinée ASREC et vide-greniers du basket
- 8 mars : spectacle humour
- 9 mars : départ classe de neige des CM1
- 16 mars : tartiflette du Volley / St-Patrick des Sauveteurs
- 19 mars à 17h : Cérémonie du 61ème anniversaire du Cessez-le-feu en Algérie et hommage aux victimes civiles et militaires de la Guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc
- 5 avril : Ludomobile
- 6 avril : loto des JSP

La prochaine réunion du Conseil Municipal se tiendra Lundi 8 avril à 18h30.

Monsieur le Maire propose enfin un tour de table.

Cédric DEGLISE revient sur l'offre de l'Université Populaire et la conférence Bienvenue en Anthropocène proposée le 15 février.

Stéphane GANDINI fait un point sur les cimetières.

Muriel DANIELE remercie Stéphane GANDINI pour son travail.

Sur le dossier des PFAS, elle réitère le souhait d'une solution provisoire pour une eau saine pour les enfants.

Catherine MARTIN évoque la situation du prestataire de repas scolaires et regrette que la production de repas ait été délocalisée.

Le tour de table étant achevé et faute d'autres questions diverses, Monsieur le Maire lève la séance à 19h50.

Le Maire

Christophe BOUVIER

